

mais elles coûteront assez cher. Un journaliste a estimé que si tous les projets que le discours du trône a décrits ou auxquels il a fait allusion se réalisaient, l'impôt annuel pourrait être à la fin 9 milliards de dollars, soit trois fois le budget du gouvernement en 1952. Pouvons-nous vraiment nous permettre tout cela? Au contraire, comme le leader du gouvernement aime le dire, «nous devons oser être prudents».

Honorables sénateurs, je ne puis vous garantir ces chiffres astronomiques et il est bien évident que tous ces projets ne se réaliseront pas du jour au lendemain. J'affirme, cependant, qu'il suffit de les contempler pour trouver le budget dit «ensoleillé» de M. Gordon beaucoup moins chaud. Les réductions d'impôt, de l'avis de la plupart des spécialistes, sont faibles et décevantes, tandis que les impôts sur les sociétés sont maintenus à leur niveau élevé. Cependant chaque fois que les libéraux prennent peur, ils essaient d'être plus CCF que les NPD. C'est M. St-Laurent, je pense, qui avait dit, il y a quelques années, qu'un Cécéliste est un libéral pressé. Aujourd'hui, on pourrait dire le contraire, et affirmer qu'un libéral est un Néo-socialiste pressé. Tout ce que je puis dire, c'est que si le gouvernement continue ses vastes programmes de bien-être socialisé, sans étudier à fond les frais et la capacité de payer des Canadiens, ce pourrait bien être le dernier budget ensoleillé d'ici quelque temps et le présent rayon de soleil est lui-même bien mince. Il n'est qu'un filet, à travers un ciel chargé d'un autre énorme déficit budgétaire.

Je ne suis pas un économiste professionnel. Pour moi, il est tout aussi difficile de comprendre le crédit illimité que de contempler l'infini. J'ai toujours pensé que, mis à part le jargon technique, l'économie du pays ne diffère guère de l'économie de basse-cour. Si les frais d'exploitation d'une ferme deviennent trop élevés, il faut soit réduire les frais ou vendre l'exploitation. Ce n'est pas plus compliqué que cela. Les Canadiens ne veulent pas vraiment s'en aller tous ensemble à l'hospice, comme ils l'ont fait en 1929, même s'il a été redécoré et climatisé. Il importe, maintenant plus que jamais, de faire appel à ce que sir Robert Borden a qualifié naguère de «la qualité banale du bon sens».

Il faut redouter par-dessus tout la puissante croissance de l'État, sous couvert de paternalisme, et sa conséquence affaiblissante sur l'initiative individuelle et la personnalité. Comme l'a dit un éminent essayiste, M. Albert Jay Nock:

Dans la mesure où l'on donne à l'État le pouvoir d'agir pour soi, on lui donne le pouvoir d'agir sur soi, et l'État invariablement se sert aussi peu que possible de l'un et autant que possible de l'autre.

Ce que nous oublions souvent, c'est que l'État n'a pas d'argent, ne produit rien, n'est qu'un parasite et se maintient au pouvoir en levant des impôts sur la population. On ne devrait pas lui permettre de nous détruire.

Cela me pousse à dire quelques mots de la Société de développement du Canada, que des gens ont appelée de leurs vœux et que Donald Fleming, homme qui s'y connaît en questions budgétaires, a qualifiée de «suprêmement dangereuse et impolitique». L'augmentation considérable de la propriété publique envisagée par cette mesure, il l'a décrite comme un piège et une illusion. En fait, le gouvernement précédent l'avait rejetée sur-le-champ comme une ingérence injustifiable dans le secteur privé de notre économie. Je me propose d'en parler plus tard, si jamais le projet nous est présenté.

Tout ce que je puis dire maintenant, c'est que le discours du trône et l'exposé budgétaire, par eux-mêmes et dans leurs conséquences, n'équivalent pas à un «socialisme rampant». C'est du socialisme effréné. Même si le Nouveau parti démocratique a essayé durant des années d'expliquer et de faire oublier le manifeste de Regina, il n'est guère plus possible de se tenir à gauche des libéraux. Mais il nous incombe à tous, membres du Sénat, et non seulement à ceux d'entre nous qui siègent à gauche du Président, de préserver et de conserver ce qui est bon dans notre pays. En vérité, nous sommes un bastion du conservatisme au sens le meilleur et le moins fanatique du mot. Nous ne saurions, sans relever la chose et sans protester, assister à l'érosion de notre mode de vie, surtout à l'invasion constante du secteur privé de notre économie. Nous ne devons ni tuer ni mutiler la poule qui, au cours des ans, a pondu des œufs d'or pour le Canada.

Honorables sénateurs, je n'anticiperai pas davantage sur les débats qui viendront, au fur et à mesure que nous serons saisis des quelques questions soulevées dans le discours du trône. Mais j'aimerais dire, comme je l'ai d'ailleurs déjà dit, qu'un gouvernement minoritaire n'a mandat de gouverner que tant qu'il peut obtenir un vote majoritaire aux Communes. D'autre part, n'ayant pas obtenu la majorité au Parlement, le gouvernement n'a pas reçu mandat de la majorité de la population pour aucune des mesures législatives qu'il voudra présenter. Le Sénat ne nourrit donc aucun sentiment d'inhibition à